

Consolidation de la paix

— Consolidation de la paix pour prévenir la résurgence des conflits



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

La plupart des conflits sont des guerres civiles qui éclatent dans le monde en développement, et plus particulièrement dans les pays et les régions les plus pauvres. Dans ce type de conflit, les combattants, mais aussi les citoyens ordinaires et les enfants deviennent à la fois auteurs et victimes de violences. L'impact sur la vie des populations est donc considérable, même après la fin du conflit.

Dans le but de promouvoir la paix et de prévenir les conflits et leur résurgence, la JICA mène des actions concertées pour reconstruire le capital social et soutenir la reprise de l'économie, afin de contribuer à corriger les disparités — qui sont l'une des causes des conflits — et de favoriser l'égalité des chances. Elle s'emploie également à restaurer les systèmes et les fonctions des États et à renforcer la sécurité.

● Situation générale

Dans le monde d'aujourd'hui, la grande majorité des conflits sont des guerres civiles survenant dans des pays en développement qui comptent pour la plupart parmi les moins favorisés du point de vue économique. Alors que les citoyens ordinaires sont de plus en plus nombreux à être victimes de conflits, la frontière entre combattants et civils se fait plus floue et les cas où les citoyens ordinaires, voire les enfants, deviennent auteurs de violences sont de plus en plus fréquents.

Les conflits détruisent non seulement les infrastructures sociales et physiques fondamentales aux moyens de subsistance de la population, mais ils défont les liens qui unissent la société et ils exacerbent la méfiance et la haine. Ils provoquent la destruction et laissent souvent un

sentiment d'amertume lors de la reconstruction. Selon certaines statistiques, dans les cinq ans qui suivent la signature d'un accord de paix ou de cessez-le-feu, 44 % des pays retournent à l'état de guerre (Banque mondiale, 2003).

La consolidation de la paix nécessite une approche globale qui intègre trois perspectives : militaire, politique et socioéconomique. Les moyens politiques et militaires, comme la diplomatie préventive, constituent des facteurs essentiels pour la prévention et la résolution des conflits ainsi que pour la consolidation de la paix. L'aide au développement joue également un rôle de plus en plus important, car elle atténue les disparités économiques ainsi que d'autres facteurs susceptibles de provoquer des conflits et favorise l'égalité des chances.

Étude de cas Côte d'Ivoire Soutien au développement du Grand Abidjan pour promouvoir la paix et la stabilité

Projet de développement d'un plan d'urbanisme et projet de renforcement des communautés pour la promotion de la cohésion sociale dans le Grand Abidjan

Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire connaît de nombreux problèmes allant de la pauvreté au manque d'infrastructures de base. La JICA apporte une aide pour le développement d'un plan d'urbanisme visant à restaurer les fonctions urbaines.

La République de Côte d'Ivoire a enregistré une croissance économique remarquable, de 8 % par an en moyenne, après son indépendance en 1960 et jusque dans les années 1970. On parlait à l'époque de « miracle ivoirien ».

Abidjan a prospéré et la ville a acquis la réputation d'être le « Paris de l'Afrique occidentale ». Mais après le coup d'État de 1999, des troubles politiques et économiques ont divisé le pays en deux. Ainsi, cette ville autrefois si belle est devenue une gigantesque zone de pauvreté. Il y a un manque d'infrastructures de base telles que les écoles, les centres de santé, les routes ou les installations de drainage. Un problème encore plus grave est venu s'ajouter à cela, des confrontations entre les régions et les partis politiques ont provoqué une situation instable qui a duré plus de dix ans. De plus, le marché du travail restreint n'est pas en mesure d'accueillir les jeunes travailleurs, les anciens militants et les rapatriés. Abidjan est la

capitale économique de la Côte d'Ivoire et, à ce titre, elle est vitale pour le rétablissement et la croissance de l'ensemble de l'économie de l'Afrique occidentale. La JICA soutient le développement d'un plan d'urbanisme pour mettre fin à la longue période de stagnation, restaurer les fonctions urbaines et commencer rapidement les activités de développement en mettant à profit les technologies et l'expérience japonaises en matière d'urbanisme.



Un embouteillage dans la commune du Plateau, au centre d'Abidjan, le soir.

Il est par ailleurs indispensable de s'attaquer au problème de l'instabilité sociale. Dans le cadre de l'aide d'urgence dans ce domaine, la JICA est active dans deux communes (Abobo et Yopougon) les plus touchées par le conflit. La JICA a l'intention de promouvoir la cohésion sociale en réhabilitant les infrastructures sociales de base, en créant des emplois et en renforçant les capacités des employés municipaux par la mise en œuvre de projets.



Ce marché d'Alepe s'est installé de manière spontanée à la périphérie d'Abidjan.

● Actions de la JICA

La JICA s'attache à prévenir le déclenchement ou la récurrence des conflits armés en prenant en compte la nécessité de prévenir les conflits et de renforcer l'impact positif des projets. L'Agence intervient durant les conflits et juste après pour aider la population à surmonter certaines difficultés et pour contribuer à créer des conditions favorisant un développement stable à moyen et long terme. La JICA soutient plus particulièrement 1) la reconstruction du capital social, 2) la reprise économique, 3) la reconstruction du système de gouvernance, et 4) le renforcement de la sécurité.

Ces dernières années, la JICA a concentré son aide sur la progression du processus de paix par l'utilisation de projets de développement qui commencent dès le stade de la reconstruction, durant ou immédiatement après le conflit. On peut notamment citer le soutien au processus de paix entre le gouvernement des Philippines et le Front moro islamique de libération (FMIL). Le FMIL mène une lutte armée pour l'indépendance au centre et à l'ouest de la région de Mindanao (exigence modifiée par la suite pour un statut laissant une très large autonomie à la région). À travers son aide, la JICA a mis en œuvre un programme de développement socioéconomique (surnommé J-BIRD) qui a commencé avant même la signature de l'accord de paix. La JICA a également envoyé des membres de son personnel au sein de l'équipe de surveillance

internationale à Mindanao. En octobre 2012, le gouvernement philippin et le FMIL ont signé un accord-cadre sur Bangsamoro. La JICA entend poursuivre son aide pour la signature de l'accord de paix global. La JICA contribuera également à l'établissement du gouvernement de Bangsamoro, une nouvelle entité politique qui sera active en 2016, ainsi qu'à un développement durable pour la stabilité de la région.

De plus, la JICA passe en revue les expériences des projets passés et partage les résultats compilés lors de conférences internationales. L'objectif est d'identifier les enseignements pouvant être utilisés pour mener des projets qui améliorent efficacement les moyens de subsistance et créent des emplois pour les résidents des régions et pays en situation de post-conflit.

Pour aller plus loin, la JICA accumulera des connaissances et renforcera son aide dans les pays et régions affectés par un conflit. À l'avenir, la JICA entend renforcer ses initiatives dans le domaine de la consolidation de la paix, notamment par le développement des ressources humaines pour constituer les équipes d'experts qui participeront à ce processus.

Étude de cas Soutien aux minorités ethniques au Myanmar

Développement régional intégré pour la promotion de la paix

Des conflits ont éclaté durant de longues années dans les zones frontalières du Myanmar et de nombreuses minorités ethniques ont été contraintes de fuir leur foyer. Par conséquent, ces populations sont devenues des déplacés internes (DI) ou des réfugiés en Thaïlande et dans d'autres pays. La JICA apporte une aide pour encourager le retour de la paix.

Le Myanmar aurait plus de 100 minorités ethniques. Dans les sept États qui jouxtent la Thaïlande, le Bangladesh, l'Inde et la Chine, les minorités sont plus nombreuses que les Birmans. Des conflits répétés ont éclaté entre le gouvernement central et des groupes ethniques armés dans ces régions frontalières. Ces conflits armés ont contraint un grand nombre de personnes à fuir leur foyer et à devenir des DI ou des réfugiés en Thaïlande et dans d'autres pays.

Après l'établissement d'un nouveau gouvernement en 2011, le Myanmar a signé des accords de cessez-le-feu avec 11 groupes majeurs représentant des minorités ethniques. Le gouvernement poursuit le dialogue avec ces groupes et espère atteindre un accord de paix. En février 2013, la JICA a commencé l'étude préparatoire sur le développement régional intégré pour les minorités ethniques du sud-est du Myanmar dans les États Karen et Mon, qui font partie de la région contrôlée par les groupes ethniques ayant signé un cessez-le-feu. Dans cette région, un accord de cessez-le-feu a été signé avec l'Union nationale karen, le principal groupe armé au Myanmar, pour la première fois en 63 ans. L'objectif de la JICA est de fournir une aide pour le développement économique et social afin de promouvoir les actions en faveur de la paix.

Près de 140 000 personnes vivent dans des camps de réfugiés le long de la frontière entre le Myanmar et la Thaïlande. De plus, certaines études indiquent qu'il y aurait des centaines de milliers de DI

dans d'autres régions du pays. Toutes ces personnes se trouvent dans une situation instable, dépourvus de terre ou de cadre de vie de base. La JICA déploie une aide pour permettre aux réfugiés et aux DI de rentrer chez eux et de se (ré)installer de manière durable. Dans une perspective de court terme, les activités comprendront le développement d'infrastructures de base telles que les systèmes d'approvisionnement en eau, la réhabilitation des routes et des écoles ainsi que la création d'opportunités d'emploi. Pour parvenir à la stabilité à plus long terme, la JICA travaillera avec le gouvernement du Myanmar et les minorités ethniques, notamment les rapatriés et les DI, pour développer une vision et des objectifs globaux de développement régional sur une échelle de 10 à 20 ans.

Le but de ces activités de développement socioéconomique est de parvenir à un développement régional tout en établissant la confiance à différents



Dans une zone où un accord de cessez-le-feu a été signé, M. Hashimoto explique que le gouvernement du Myanmar et les groupes armés issus des minorités ethniques vont coopérer pour apporter une aide visant à améliorer la vie des habitants de la région.

niveaux entre les populations et les institutions gouvernementales de ces régions. La JICA souhaite que ces programmes deviennent des modèles pour les activités de développement dans les États où vivent d'autres minorités ethniques.

L'avis de notre expert

Consultant en chef, mission d'étude de la JICA Tsuyoshi Hashimoto

Cette étude revêt une importance particulière, car c'est la première fois qu'une activité de coopération pour le développement couvre une zone si large. Je crois que ce programme de développement deviendra un modèle pour les activités de développement auprès d'autres minorités, que ce soit en termes de contenu ou de système de mise en œuvre. Je souhaite parvenir à des résultats concrets applicables à l'ensemble du Myanmar.



La mission d'étude recueille des informations sur les conditions de vie de la population vivant sur les sites où une réinstallation est envisagée. (Photo : Akinori Sato)